

## EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille dix huit le 11 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 5 décembre 2018, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

### Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, Mme MARECHAL, M. BAILLARGEAT, M. VERDIER, Mme DUBOURG, M. GEDON, Mme LUCKHAUS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, M. BODIN, Mme QUERAL, M. CASTETS, M. GABARD, Mme BERTHIOT, Conseillers Municipaux.

### Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. ELIAS à M. GEDON, Mme LANDAIS à Mme QUERAL, M. MONMARCHON à M. RIMARK

### Etaient excusés:

M. INOCENCIO, Mme HOLGADO

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme HIMPENS est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 22

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

### **14 – DÉCLARATION PRÉALABLE DE TRAVAUX - AUTORISATION DU MAIRE À SIGNER**

#### **Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité**

La protection des biens immobiliers et mobiliers du Centre Technique Municipal représente aujourd'hui une nécessité pour le bon fonctionnement des services.

Afin de sécuriser ces locaux, il est envisagé d'installer un dispositif anti intrusion. Cela consisterait en la réalisation d'une clôture et d'un portail et cela permettrait également une plus grande efficacité dans la gestion des espaces disponibles.

En application du code de l'Urbanisme et notamment de l'article R421-12, tous travaux sur clôture sont soumis à une déclaration préalable.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer la déclaration préalable et tout acte y afférent.

La commission n° 3 (Politique de la ville-Urbanisme-Patrimoine) s'est réunie le 7 décembre et a émis un avis favorable.

### **Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

Certifié exécutoire pour avoir été reçu

à la Sous-Préfecture le 17/12/18

Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-

20181211-56669-DE-1-1

Pour le Maire empêché,  
Monsieur Francis RIMARK

